



**Arrêté n° 2024.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 168 du 28 mai 2024
mettant en demeure la Société TERRA 1 de respecter les prescriptions applicables
pour son établissement situé rue Saint Éloi sur le territoire de la commune de
MAUCHAMPS (91730)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF-DCPPAT-BCA-075 du 4 mars 2024 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/300 du 11 décembre 2020 portant autorisation à la société TERRA 1 d'exploiter un entrepôt logistique situé sur le territoire de la commune de MAUCHAMPS (91 730),

VU l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022 portant imposition de prescriptions complémentaires à la Société TERRA 1 pour l'exploitation de ses installations situées rue Saint Éloi à MAUCHAMPS (91 730),

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 15 février 2024, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 5 février 2024, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 3 avril 2024 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 5 février 2024, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- un bungalow de bureaux a été installé dans la cellule C7 par la société d'intérim SYNERGY. Ce bungalow accueille du personnel et est utilisé par trois personnes.
Ce bungalow ne possède pas des parois et un plafond haut REI 120. Les portes de communication ne présentent pas un classement au moins EI2 120C (Classe de durabilité C2),

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022 et notamment :

- l'article 7.3.2.5 : risques accidentels, Bureaux et locaux sociaux,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TERRA 1 de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Société TERRA 1, dont le siège social est situé 31 rue de la Baume 75008 PARIS, exploitant un entrepôt couvert sise rue Saint Éloi 91730 MAUCHAMPS, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 7.3.2.5 de l'arrêté n° 2022.PREF/DCPPAT/BUPPE/ 215 du 26 octobre 2022 :

- en installant un nouveau bloc de bureaux qui sera REI 120 et des portes de communication EI2 120 C (classe de durabilité C2)

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société TERRA 1, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire de MAUCHAMPS.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU